

## Questions orales

[Traduction]

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION  
L'INCIDENCE DU PROGRAMME SUR LA NÉGOCIATION  
COLLECTIVE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE  
GOUVERNEMENT

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Au cours de la campagne électorale de 1974, il a déclaré aux Canadiens que le blocage n'était pas nécessaire et qu'il ne donnerait aucun résultat. Quoi qu'il en soit, on rapporte que le ministre a fait volte-face et déclare que les lignes directrices rendent l'issue des négociations quelque peu incertaine, mais qu'elles ne sont pas un arrêt de mort, qu'elles ne sonnent pas le glas des négociations collectives. On ne peut douter qu'elles causent de l'incertitude. J'aimerais demander au ministre quelles mesures le gouvernement proposera ou a recommandé pour faire cesser cette incertitude, si on laisse de côté la suppression des contrôles qui est, naturellement, la solution à long terme.

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je ne me souviens réellement pas d'avoir prononcé les mots que le député m'attribue. J'aimerais bien qu'il me donne la source de ses renseignements afin que je puisse vérifier, mais cela ne me rappelle rien.

**M. Alexander:** Je suis désolé, monsieur l'Orateur. Je suis si habitué à parler au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration que je me suis trompé. Je voulais adresser mes remarques au ministre du Travail. Je suis sûr qu'il les a entendues, mais il aimerait peut-être que je répète ma question.

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Veuillez la répéter.

**M. Alexander:** Durant la campagne électorale de 1974, le ministre était littéralement hanté par la question de la réglementation des prix et des salaires et ne cessait d'affirmer qu'un tel programme ne fonctionnerait pas et n'était aucunement nécessaire. Mais, ayant soudainement changé son fusil d'épaule, il affirme maintenant que cela est nécessaire et que cela fonctionnera. Dans ce contexte, puis-je lui rappeler ses propres paroles:

Les indicateurs ont introduit un élément d'incertitude quant aux résultats définitifs des négociations, mais rien de tout cela ne s'est révélé être l'arrêt de mort de la négociation collective.

Il ne fait pas de doute que la réglementation a créé de l'incertitude. Je demande donc au ministre quelles mesures le gouvernement compte prendre, ou quelles recommandations il a lui-même faites pour éliminer cette incertitude? Cette question tient pour acquis que la suppression des contrôles serait évidemment la solution idéale, mais qu'il faudra pour cela attendre à plus tard.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Je crois que le député fait allusion à un discours que j'ai prononcé vendredi à Whitehorse devant les Métallurgistes unis. S'il veut bien lire le discours en entier et non pas se contenter d'en extraire un ou deux paragraphes qui pourraient être hors contexte, il verra que je faisais allusion au fait que l'intervention de la Commission de lutte contre l'inflation dans la négociation collective, comme la loi l'exige, crée chez les employés une incertitude quant au règlement final. Et cela est une des conséquences inévitables de la loi dans tout système de réglementation.

[M. Trudeau.]

**M. Alexander:** Ce que le ministre dit, en d'autres termes, c'est que l'année sera dure.

\* \* \*

## LES FINANCES

LA POSSIBILITÉ DE CONSULTATION DES SYNDICATS AU SUJET  
DES PROPOSITIONS FISCALES DU BUDGET

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Finances. Si j'ai bien compris les propos qu'il a tenus aujourd'hui, il aimerait avoir des conseils pour l'aider à la préparation de son budget qui est attendu d'ici deux mois. Pour que ces discussions multilatérales puissent se poursuivre, le ministre voudrait-il nous dire si des arrangements ont été pris en vue de la tenue de discussions suivies avec le milieu du travail et les autres groupes sur les propositions fiscales que renfermera le prochain budget et, dans l'affirmative, qu'elles sont ces arrangements?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, ce que j'ai dit ce matin, en réponse aux observations du CTC sur la politique économique et fiscale, c'est que j'étais en désaccord avec l'orientation qu'il donnait à ses recommandations qui sembleraient préconiser une politique fiscale plus rigide et plus restrictive, en raison du risque d'une recrudescence du chômage au Canada. J'ai demandé au CTC d'aligner ses recommandations sur la politique fiscale et monétaire et je lui ai rappelé que je déposerais un budget dans les deux prochains mois et que j'accueillerais bien volontiers alors les commentaires du Congrès et ceux des autres groupes. Je suis content de pouvoir répéter mes propos à la Chambre. Il va de soi que je reçois des divers groupes au pays des recommandations sur les modifications à apporter à l'impôt des particuliers, mais je serais heureux de connaître les vues de l'opposition, du CTC et des autres sur ce qu'ils croient être la politique fiscale et monétaire la plus appropriée.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

LES ŒUFS—LES ALLÉGATIONS DE MERCANTILISME DE LA  
PART DES IMPORTATEURS

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme il a déclaré à la Chambre vendredi que, s'il était en Russie, on lui décernerait une médaille pour l'efficacité du Canada à produire des denrées—

**Des voix:** Bravo!

**M. Towers:** ... le ministre voudrait-il cesser sur-le-champ de s'enorgueillir et de s'envoyer des compliments, et enquêter plutôt sur les allégations selon lesquelles les importateurs d'œufs au Canada font des profits exagérés aux dépens des producteurs et des consommateurs?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, ce problème est à l'étude depuis un certain temps et le Conseil national de commercialisation des produits de ferme m'a présenté des recommandations pour le régler.